

Non, Retailleau, insulter Valls, ce n'est pas insulter la France

écrit par Jean d'Acre | 29 décembre 2024





On vient de voir Manuel Valls se faire mouriner publiquement la couenne par un certain Jean Noël, ce qui a poussé-conduit Rima Hassan à plussoyer ce dernier.

En volant au secours de Manuel Valls au nom de la Caste, Monsieur Retailleau pourrait bien avoir manqué de respect aux électeurs de ce pays et aurait peut-être mieux fait de la fermer :

« Insulté au micro de France Inter, le nouveau ministre des Outre-mer, Manuel Valls, a reçu le soutien de son collègue Bruno Retailleau qui n'a pas manqué de recadrer le député LFI Rima Hassan ».

« Il est insupportable de voir un député européen se prêter à ce genre d'insultes à l'égard d'un ancien Premier ministre de la France. », a-t-il écrit, rapporte CNews ».

<https://actu.orange.fr/politique/insupportable-bruno-retailleau-vole-au-secours-de-manuel-valls-apres-les-critiques-de-rima-hassan-magic-CNT000002g098N.html>

En effet, en voulant protéger Manuel Valls, Monsieur

Retailleau a marqué ainsi son appartenance totale et complète à la dite Caste, c'est à dire qu'il endosse pleinement tous les errements des cinquante dernières années de sa coterie, savoir l'insécurité, la dette, l'islamisation et la submersion du pays ainsi que sa désindustrialisation et sa perte de souveraineté en tous domaines.

C'est bien dommage de la part d'un politique à qui je venais de donner les clefs du Panthéon :

<https://ripostelaique.com/les-magistrats-complices-de-lislamisation-ca-suffit.html>

J'ai déjà évoqué la possibilité d'injurier un politique, fût-il président de la République, du moment où l'injurier fait état de l'exception de vérité : *« Je peux donc signaler à la dame enquiquinée par la police et la magistrature pétainistes qu'elle pourrait, si elle en a les moyens, être relaxée si elle démontrait que le président de la République est réellement une ordure, l'exceptio veritatis ne peut mentir, elle est donc supérieure aux chouinements des couineurs vichyssois qui ne la supportent pas »* ou s'il se place sur le même plan que l'injurié en jouant de la satire comme le citoyen relaxé pour n'avoir fait que reprendre le pov'con de Sarkozy.

Autre levier à faire jouer, l'affaire EON contre France qui a vu la Cour européenne estimer « que si la phrase ayant donné lieu à la condamnation du requérant était littéralement offensante », elle constituait une critique de nature politique, d'autant plus que le requérant avait repris une phrase prononcée par le chef de l'État quelques mois auparavant et qu'il s'était donc placé sur le registre de la satire. La Cour en a conclu que dans les circonstances particulières de l'espèce, le recours à une sanction pénale était « disproportionné au but visé et n'était donc pas nécessaire dans une société démocratique ».

https://dgemc.ac-versailles.fr/IMG/pdf/eon_c_france.pdf

<https://ripostelaique.com/qualifier-macron-dordure-est-il-forcement-un-delit.html>

Le sieur Retailleau s'insurge, avec déraison en ce qui me

concerne, « d'insultes à l'égard d'un ancien Premier ministre de la France ».

Car qu'il soit pape ou ancien Premier ministre ne fait rien à l'affaire ni surtout aux qualités intrinsèques d'un individu : **Monsieur Retailleau confond ici l'individu avec la fonction qu'il exerce ou qu'il a exercée.**

Et vu l'état du pays dont Manuel Valls est éminemment comptable avec bien d'autres soit l'ensemble du clan de malfaisants politiques qui a exercé le pouvoir ces 50 dernières années, tout Français citoyen-électeur-contribuable a parfaitement le droit et est absolument légitime à accoler publiquement tous les noms d'oiseaux du dictionnaire aux noms desdits politiciens pour les clamer à tue-tête partout où il se promène.

Le principe de base pourtant millénaire est méconnu de Monsieur Retailleau qui ici aurait mieux fait d'être en veilleuse pour économiser son énergie pas ces temps de transition écologique, c'est que **pour se faire le moins injurier possible il faut être en même temps le plus respectable donc le moins injuriable possible.**

Or la situation de la France dans laquelle l'a conduite toute la mafia politique ôte à cette dernière toute prétention à vouloir se faire respecter, qui au contraire doit souffrir de se faire insulter du matin au soir jusqu'au rétablissement total de la souveraineté nationale en tous domaines ainsi que de ses finances publiques, et engage une remigration générale de tous les nuisibles d'importation.

Partant du principe du vieil adage toujours et régulièrement utilisé dans les litiges contractuels, y compris avec une amorce en matière pénale :

<https://ripostelaique.com/le-seul-fautif-a-ce-qui-arrive-au-maire-de-st-brevin-cest-morez-lui-meme.html>

le bien connu « nul ne peut se prévaloir de ses propres turpitudes » ne peut qu'autoriser le pékin qui en a trop soupé du bouillon de onze heures qu'on lui sert depuis quelques décennies à arguer d'un droit légal quasi constitutionnel à agonir les politiciens, peu important les

fonctions exercées au présent ou au passé.

En effet, on pourrait plaider que l'élection est un contrat passé entre l'électeur et l'élu avec la particularité que le minoritaire n'est pas représenté au pouvoir, c'est le principe démocratique.

Dans un jeu démocratique normal il ne pourrait logiquement pas être possible pour un opposant d'injurier un politique qui conduit la politique que la majorité a voulue.

Mais la situation actuelle diffère notablement de ce jeu alternant en ce sens que c'est toute cette camarilla politique qui a joué depuis 50 ans contre la France, donc contre tous les électeurs toutes opinions personnelles confondues.

Ainsi il y a des gauchistes qui veulent du migrant mais qui crient au manque de moyens : normal que le politique déçoive, normal que la gauche invective la Caste pour avoir laissé prospérer et se multiplier la misère et le quart-monde dans tout le pays.

De même, une majorité maintenant de Français ne veut plus d'extra-européens, or la Caste en importe entre un ou deux millions de plus chaque année, on ne sait exactement, plus personne ne peut compter car ça rentre de partout et il n'y a plus de compteurs aux frontières car il n'y a plus de frontières.

En soutenant Manuel Valls, Monsieur Retailleau nous donne la fâcheuse impression qu'il serait interdit, en raison des fonctions exercées au passé ou au présent, de prendre à partie un politicien comme s'ils étaient tous intouchables.

Or ledit sieur Retailleau manque singulièrement de discernement car il faut voir la chose autrement en changeant le logiciel de nos jours compte tenu du délitement du pays causé exclusivement par la Caste à laquelle il semble vouloir continuer à appartenir, rejetant la possibilité de bénéficier de la loi sur le repentir pour repartir du bon pied : c'est le politicien de pouvoir de ces cinq dernières décennies qui a passé son temps à injurier les Français, insultant sa fonction, offensant la France

éternelle, profanant son Peuple Premier en se vautrant en permanence dans la lâcheté, la veulerie, l'achat de votes, la soumission aux islamistes et l'abandon de tout le territoire aux racailles, aux dealers et aux égorgeurs qu'ils protègent davantage que les victimes.

Insulter l'ancien Premier ministre Valls, ce n'est ni insulter la fonction ni la France, puisque en réalité c'est le sieur Valls, mais aussi toute la Caste politique, qui a déjà insulté la Nation par son magistère indigne d'une patrie progressiste qui entendait le rester en restant homogène : le citoyen qui insulte un politicien de la Caste présente ne fait qu'exercer son droit de réponse sur le même registre que ces discours qu'il a eu à subir depuis vingt ou trente ans, tout simplement.

Au *casse-toi pôvr' con* qu'il a dû supporter pendant tout ce temps, le pékin de base n'est pas seulement en droit mais en devoir de dire aux politiciens que ce sont des merdes qui devraient se casser avant d'infliger davantage de dégâts au pays : en un mot, c'est une insulte de salut public pour sauver ce qu'il reste de France que le citoyen Jean Noël a adressée à Manuel Valls, et Monsieur Retailleau qui ne l'a pas compris ainsi montre qu'il reste des leurs et non des nôtres : il aurait dû proclamer publiquement que Jean Noël à raison.

En injuriant les politiciens français de pouvoir pour leurs qualités intrinsèques telles qu'elles transparaissent de leurs actions, ou pour la plupart du temps de leur non-action, les électeurs- contribuables ne font donc que porter à leur connaissance leurs quatre vérités aux nuisibles-parasites du pays tout en les séparant de leur fonction qui n'est pas du tout incriminée car le citoyen, dans ces moments difficiles, conserve par devers lui toujours cet espoir et ce cœur serré d'artichaut d'une Chimène qui prie qu'un jour ou l'autre pourra survenir l'individu Cid providentiel qui l'occupera, lui, sans l'injurier pour bouter l'incompatible hors du pays.

On peut dire que le sieur Retailleau, en faisant l'amalgame

mal-t-à propos entre la fonction et son occupant, fait le lit de la fake new et de la censure à la liberté d'expression qui subliminalement laisserait penser que tous les successeurs audit poste ne mériteront jamais d'être jugés comme des merdes : or ce n'est pas parce qu'un déchet a occupé un poste ministériel qu'il en ira ainsi indéfiniment, avec la particularité actuelle que tous les français conçoivent désormais que toute la Caste contemporaine sort bien de la même boîte à merdier dans laquelle elle a été formatée sans déradicalisation possible comme l'islamique.

Car si Manuel Valls est un colombin pour reprendre le concept choisi par Jean Noël plussoyé par Rima, il n'est vraiment pas le seul, on les compte sur nos dix mille doigts qui n'y suffisent pas, nous les mille-pattes de contribuables à la saignée comme aux temps anciens quand il n'y avait que ce seul remède pour soigner les sangs.

Dans ces temps troubles où la classe politique s'est décrédibilisée toute seule à se pâmer dans l'infamie et l'abjection, la bassesse et le déshonneur, il est nécessaire de concevoir l'insulte comme un ratio d'exigence des temps modernes afin de procéder à une épuration du personnel gouvernant français par un procédé darwinien de sélection radical.

En effet, en insultant quotidiennement le politicien failli jusqu'au dernier des collatéraux du groupe familial, ne resteraient à terme à supporter le criblage que les augustes prêts à faire don de leur personne avec une foi accrochée au gousset à la place du portefeuille.

La France fille aînée de l'Eglise exige le sacerdoce, c'est pour cela qu'elle ne supporte sans injures que des Saints en politique. Et on est loin du compte ces jours.

Jean d'Acres

<https://ripostelaique.com/>